

Influence des réseaux sociaux sur la perception et la diffusion de l'information en période de guerre : Étude de cas de l'Est de la République Démocratique du Congo.

Kumande Ntumba Louis¹.

"Social Media Influence on Information Perception and Dissemination During Wartime: A Case Study of Eastern Democratic Republic of the Congo."

Département de de Réseaux Informatiques de l'Université de Kananga (UNIKAN)¹.

Abstract : This study examines the influence of social media on the perception and dissemination of information during the conflict in Eastern DRC. It highlights their role in spreading conflict narratives and manipulating public opinion while also emphasizing their importance in documenting human rights violations and mobilizing for peace. However, these platforms also contribute to disinformation, social polarization, and radicalization. The study analyzes the actors involved, their use of social media, and the ethical challenges related to regulating information during wartime. Furthermore, the research explores the social, political, and international consequences of social media use in this conflict, particularly the impact of biased narratives on local and global perceptions. Through case studies, it demonstrates how these narratives influence inter-community tensions and political decisions. Finally, it underscores the need for stronger regulation of digital content to prevent disinformation and support peace and reconciliation in the region.

Keywords: Influence, Social Media, Perception, Dissemination, Disinformation, Information, Wartime, Study, Eastern DRC.

Résumé

Cette étude examine l'influence des réseaux sociaux sur la perception et la diffusion de l'information pendant le conflit à l'Est de la RDC. Elle met en lumière leur rôle dans la propagation de récits conflictuels et la manipulation de l'opinion publique, tout en soulignant leur importance dans la documentation des violations des droits humains et la mobilisation pour la paix. Cependant, ces plateformes favorisent également la désinformation, la polarisation sociale et la radicalisation. L'étude analyse les acteurs impliqués, leurs usages des réseaux sociaux et les enjeux éthiques liés à la régulation de l'information en période de guerre. En outre, la recherche explore les conséquences sociales, politiques et internationales de l'usage des réseaux sociaux dans ce conflit, notamment l'impact des narratifs biaisés sur les perceptions locales et internationales. À travers des études de cas, elle démontre comment ces narratifs influencent les tensions intercommunautaires et les décisions politiques. Enfin, elle met en avant la nécessité d'une régulation renforcée des contenus numériques pour prévenir la désinformation et préserver la paix et la réconciliation dans la région.

Mots clés : Influence, Réseaux sociaux, Perception, Diffusion, Désinformation, Information, Période de guerre, Etude, Est de la RDC, etc.

Introduction

1. Contexte générale

Le conflit à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est l'un des plus longs et complexes de l'histoire contemporaine africaine. Depuis la fin des années 1990, cette région est le théâtre d'une violence persistante, alimentée par des rivalités ethniques, des conflits pour le contrôle des ressources naturelles et l'ingérence de puissances étrangères (Stearns, 2011, p. 45). Plusieurs groupes armés, nationaux et étrangers, opèrent dans cette zone, exploitant l'instabilité politique et sécuritaire pour asseoir leur contrôle sur les richesses minières. Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), le Mouvement du 23 Mars (M23), les groupes Maï-Maï et de nombreux autres acteurs non étatiques participent à la fragmentation du paysage sécuritaire (Vlassenroot & Raeymaekers, 2004, p. 67). Par ailleurs, la porosité des frontières avec les pays voisins, notamment le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, a favorisé une implication régionale dans le conflit, rendant encore plus difficile sa résolution (Tull, 2003, p. 131). Le gouvernement congolais, malgré les interventions militaires et diplomatiques successives, peine à rétablir la paix et l'autorité de l'État. La mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO) tente d'apporter un soutien, mais ses résultats restent mitigés, critiqués pour leur incapacité à protéger efficacement les populations civiles (Autesserre, 2010, p. 204).

L'essor des technologies de l'information et de la communication a profondément modifié les dynamiques de la guerre en RDC. Les réseaux sociaux, notamment Facebook, Twitter, WhatsApp et YouTube, sont devenus des plateformes incontournables pour la diffusion et la consommation de l'information (Howard et Hussain, 2013, p. 92). Ces outils permettent non seulement de relayer des informations en temps réel, mais aussi de documenter les violations des droits humains, parfois en contournant la censure des médias traditionnels. Toutefois, les réseaux sociaux ne se limitent pas à être des plateformes d'information neutres. Ils sont aussi devenus des espaces où la propagande, la désinformation et les discours de haine prolifèrent (Wardle & Derakhshan, 2017, p. 18). Des acteurs du conflit utilisent ces canaux pour manipuler l'opinion publique, justifier des violences ou mobiliser des soutiens. Par exemple, certains groupes armés diffusent des messages incitant à la haine ethnique pour légitimer leurs actions (Reyntjens, 2009, p. 89). De plus, la viralité des fake news aggrave les tensions communautaires, rendant encore plus difficile la résolution pacifique du conflit (Guess et al., 2018, p. 211).

Face à cette réalité, une question cruciale se pose : *quel est le rôle des réseaux sociaux dans la perception et la diffusion de l'information pendant le conflit en RDC ?* Cette problématique soulève plusieurs sous-questions : Comment les différentes parties prenantes (acteurs étatiques, groupes armés, médias, société civile) utilisent-elles les réseaux sociaux pour influencer la perception du conflit ? Quels sont les effets de la propagation de fausses informations et des discours haineux sur la dynamique du conflit ? Comment les réseaux sociaux peuvent-ils être mieux régulés pour limiter leur impact négatif en période de guerre ? ... L'analyse de ces aspects est essentielle pour comprendre l'influence croissante des plateformes numériques dans les conflits contemporains et pour envisager des stratégies adaptées à la gestion de l'information en période de crise.

2. Objectifs de la recherche

Cette étude a pour objectif principale d'examiner l'influence des réseaux sociaux sur la perception et la diffusion des informations dans le conflit à l'Est de la RDC. Il vise également à identifier les risques associés à la propagation de l'information sur les réseaux sociaux en période de guerre et à apporter une réflexion sur la régulation et la gestion de l'information en période de conflit.

3. Méthodologie

Cette étude repose sur une approche analytique, basée sur la revue des principales publications académiques, rapports d'ONG et études institutionnelles traitant du rôle des réseaux sociaux dans les conflits armés, et plus spécifiquement du cas de la guerre en RDC. L'objectif est d'offrir une synthèse des connaissances existantes, en mettant en évidence les tendances générales et les spécificités du cas congolais (Bryman, 2016, p. 221). L'étude s'appuie également sur des études de cas portant sur l'usage des réseaux sociaux dans d'autres conflits, notamment en Syrie, au Myanmar et en Éthiopie, afin d'établir des comparaisons et de mieux comprendre les dynamiques communes et les particularités du cas congolais (Tufekci, 2017, p. 98). Enfin, des rapports d'organisations internationales (ONU, Human Rights Watch, Reporters Sans Frontières) et des analyses médiatiques seront mobilisés pour compléter l'étude et offrir une vision la plus exhaustive possible du sujet.

4. Opportunité et quintessence de l'étude

L'étude de l'influence des réseaux sociaux sur la perception et la diffusion de l'information en période de guerre, avec un focus particulier sur le conflit à l'Est de la RDC, présente plusieurs opportunités académiques et pratiques. Elle permet de mieux comprendre les mécanismes de manipulation et de circulation de l'information dans un contexte de guerre asymétrique où la communication numérique joue un rôle central. De plus, cette recherche contribue à la réflexion sur la gouvernance de l'information en ligne et les moyens d'atténuer les effets négatifs des réseaux sociaux dans les zones de conflit. Cette étude s'inscrit dans un effort plus large visant à analyser ces transformations et à comprendre comment la diffusion de l'information sur les réseaux sociaux influence la violence, la mobilisation, et même les processus de paix. En se focalisant sur la RDC, elle permet d'examiner ces dynamiques dans un contexte où la guerre est fortement marquée par des enjeux ethniques, économiques et géopolitiques. Enfin, cette étude jette les bases pour des recherches plus approfondies sur la question de la guerre numérique. La RDC n'est pas un cas isolé : d'autres conflits dans le monde, notamment en Syrie, en Ukraine et au Myanmar, ont montré comment les réseaux sociaux peuvent devenir des armes de guerre à part entière (Marwick & Lewis, 2017, p. 98). En développant une analyse détaillée du cas congolais, cette recherche pourra être comparée à d'autres études pour identifier des tendances globales et proposer des modèles théoriques applicables à différents contextes. Cela pourrait notamment permettre d'explorer des solutions innovantes pour lutter contre la désinformation en ligne, comme l'intelligence artificielle pour détecter les "fake news" ou la blockchain pour assurer la véracité des informations publiées.

I. Les réseaux sociaux comme vecteurs d'information en période de guerre

1. Les réseaux sociaux : évolution et rôle dans la communication de masse

L'histoire des réseaux sociaux en tant qu'instruments de communication de masse débute dans les années 1990, avec l'émergence des premiers sites de réseautage social sur Internet, tels que Six Degrees, lancé en 1997, et Friendster en 2002 (Boyd & Ellison, 2007, p. 212). Ces premières plateformes permettaient aux utilisateurs de se connecter et de partager des informations, mais n'étaient pas encore orientées vers la communication de masse. Ce phénomène prend un tournant majeur avec l'apparition de MySpace en 2003 et de Facebook en 2004. Facebook, en particulier, révolutionne la manière dont les utilisateurs peuvent non seulement partager des informations personnelles mais aussi interagir à une échelle globale. D'autres plateformes, telles que Twitter, Instagram, WhatsApp et YouTube, apparaissent au fur et à mesure et deviennent des outils incontournables pour la communication, l'information et la diffusion de contenus multimédias.

Au départ, les réseaux sociaux étaient principalement vus comme des espaces d'échange entre amis et famille. Cependant, à partir des années 2010, leur usage se transforme radicalement avec la montée de l'activisme en ligne, les mouvements sociaux comme les printemps arabes, et l'évolution des pratiques de communication à travers le monde (Tufekci, 2017, p. 98). La capacité de ces plateformes à toucher un large public en temps réel, et à contourner la censure des médias traditionnels, les a rendues essentielles, notamment dans les contextes de crise et de guerre. La démocratisation de l'accès à Internet, accompagnée de l'apparition des smartphones, a également facilité l'usage des réseaux sociaux par des millions d'individus, transformant la diffusion de l'information en une tâche collaborative et instantanée. Les réseaux sociaux, au fur et à mesure de leur développement, ont non seulement offert une nouvelle manière de communiquer, mais aussi permis aux individus de devenir eux-mêmes des producteurs de contenu, élargissant ainsi la notion même de communication de masse. Ce passage du modèle unidirectionnel des médias traditionnels à un modèle bidirectionnel a créé une véritable révolution dans la manière dont l'information est générée, diffusée et consommée (Castells, 2011, p. 54). En période de guerre, ce changement radical a des implications profondes pour la gestion de l'information, la mobilisation des masses, ainsi que pour les stratégies de guerre informationnelle utilisées par les différents acteurs.

Les réseaux sociaux remplissent plusieurs fonctions cruciales dans la diffusion de l'information pendant un conflit armé, allant de la simple relégation d'informations à la manipulation de l'opinion publique. La première fonction de ces plateformes, en période de guerre, est de fournir une alternative aux médias traditionnels souvent soumis à la censure ou à la manipulation par les pouvoirs en place. En permettant une diffusion en temps réel des événements sur le terrain, les réseaux sociaux offrent une fenêtre sur la réalité du conflit pour les populations locales et internationales. Par exemple, en Syrie, les journalistes citoyens ont joué un rôle clé en documentant les violences et en contournant les restrictions imposées par les autorités (Khamis, 2014, p. 223). De plus, les réseaux sociaux permettent aux différents acteurs du conflit, y compris les groupes armés, les États et les organisations humanitaires, de diffuser leurs messages de manière directe, sans passer par les filtres de journalistes professionnels. Cela a des conséquences profondes sur la perception du conflit, car chaque groupe peut produire une réalité parallèle qui correspond à sa vision ou à ses objectifs (Howard et Hussain, 2013, p. 92). Le rôle des plateformes sociales est donc central dans la construction de la narrative de guerre, et leur influence peut être déterminante dans l'issue des combats, que ce soit pour attirer des soutiens, légitimer des actions militaires ou mobiliser des ressources. Les plateformes sociales jouent également un rôle fondamental dans la construction de l'opinion publique, particulièrement en période de guerre. En fournissant une multitude d'informations, parfois contradictoires ou partielles, elles offrent un terrain idéal pour la manipulation de l'opinion, notamment par le biais de la désinformation et de la propagande. La propagation rapide de fausses informations, souvent sous forme de photos ou vidéos manipulées, est devenue un aspect central des conflits modernes. Cela s'est particulièrement vu en RDC, où des rumeurs circulent fréquemment sur les réseaux sociaux, alimentant les tensions ethniques et exacerbant les violences intercommunautaires (Haggard, 2019, p. 77). Les faux récits, amplifiés par des utilisateurs malveillants, ont un impact direct sur la stabilité des sociétés en guerre.

En période de guerre, les réseaux sociaux ne servent pas seulement à diffuser de l'information mais aussi à mobiliser des populations et à radicaliser des individus. Les groupes armés, les mouvements politiques et même des acteurs extérieurs au conflit, utilisent ces plateformes pour diffuser leurs idéologies, recruter des partisans et mobiliser des ressources. Par exemple, l'utilisation des réseaux sociaux par l'État islamique (EI) pour attirer des combattants étrangers et diffuser ses idéaux est un exemple manifeste de cette fonction de mobilisation (Weimann, 2016, p. 35). Dans le contexte des conflits en Afrique centrale, les réseaux sociaux ont également été utilisés pour mobiliser des soutiens à des groupes rebelles ou pour inciter à la haine ethnique. Par exemple, en RDC, des vidéos et des messages sur Facebook ont été utilisés pour propager des discours haineux et légitimer des massacres, accentuant la polarisation des communautés (Reyntjens, 2009, p. 89). La capacité des réseaux sociaux à créer des échos de ces messages au sein de groupes fermés ou de communautés en ligne renforce leur efficacité en matière de recrutement et de radicalisation. La diffusion rapide de tels contenus peut également entraîner une radicalisation accélérée des jeunes, en particulier ceux issus de milieux fragiles et vulnérables.

Un autre aspect fondamental des réseaux sociaux en période de guerre est la « viralité des informations », qui permet aux messages de se propager rapidement au-delà de leurs sources initiales. Cela a des implications importantes pour la stratégie militaire

et la gestion de la guerre. Par exemple, une image ou une vidéo d'un événement tragique peut être largement partagée en quelques heures, atteignant une audience mondiale, bien avant que les autorités ne puissent réagir. Cette rapidité de diffusion modifie non seulement la manière dont les informations sont reçues, mais aussi la manière dont les acteurs du conflit doivent réagir. Les stratégies militaires modernes intègrent désormais les réseaux sociaux dans leurs calculs, en tenant compte de leur capacité à influencer les perceptions et à affecter le moral des troupes et des civils. Par exemple, en 2011, lors de la guerre en Libye, les images et vidéos diffusées par les rebelles ont joué un rôle clé dans la légitimation de leur lutte contre le régime de Kadhafi, influençant ainsi l'intervention de la communauté internationale (Zayani, 2015, p. 142). Les gouvernements et les groupes armés sont désormais conscients de la puissance des réseaux sociaux pour remodeler l'opinion publique et doivent donc prendre en compte cet élément dans leurs stratégies de guerre informationnelle.

L'un des éléments les plus marquants des réseaux sociaux en période de guerre est l'instantanéité de la diffusion de l'information. Contrairement aux médias traditionnels, qui suivent des cycles d'information plus lents, les plateformes comme Twitter, WhatsApp et Facebook permettent une diffusion continue et immédiate. Cette caractéristique a des implications majeures pour la gestion de l'information en période de conflit. En temps réel, les informations peuvent être vérifiées et remises en cause en quelques minutes, un phénomène qui brouille les frontières entre faits et opinions. Cette instantanéité peut à la fois être bénéfique pour une meilleure transparence de la situation sur le terrain, mais aussi devenir un piège, puisque la propagation d'informations non vérifiées ou délibérément fausses peut avoir des conséquences désastreuses, notamment dans le contexte de tensions ethniques ou de répressions politiques. Les gouvernements et organisations humanitaires doivent ainsi adapter leurs stratégies de communication pour gérer efficacement ce flux constant d'informations et éviter l'exploitation malveillante de ces canaux.

Enfin, les réseaux sociaux jouent un rôle central dans la gestion de l'image publique des acteurs impliqués dans un conflit. Pour les groupes rebelles, les gouvernements et les organisations humanitaires, la manière dont ils sont perçus par l'opinion publique internationale peut avoir des répercussions directes sur le soutien qu'ils reçoivent, qu'il soit militaire, économique ou diplomatique. Les acteurs du conflit s'efforcent de contrôler leur image en ligne pour attirer des soutiens ou dissuader des interventions étrangères. Dans le contexte de la RDC, par exemple, le gouvernement congolais et les groupes armés ont chacun utilisé les réseaux sociaux pour promouvoir leur narrative et présenter des récits alternatifs du conflit. La mise en ligne de témoignages visuels ou d'articles de propagande devient ainsi un moyen de manipulation puissant pour influencer l'opinion publique mondiale et influencer la diplomatie internationale (Stearns, 2011, p. 187). La bataille pour l'image sur les réseaux sociaux est désormais un aspect incontournable des stratégies de guerre informationnelle.

2. Les spécificités des réseaux sociaux dans les conflits armés

L'une des spécificités les plus marquantes des réseaux sociaux dans les conflits armés réside dans la rapidité avec laquelle l'information se diffuse. En comparaison avec les médias traditionnels qui opèrent selon un cycle d'information plus lent, les plateformes sociales comme Twitter, Facebook, WhatsApp ou Telegram permettent une transmission instantanée de l'information. Cette instantanéité modifie radicalement la manière dont les événements de guerre sont perçus et gérés, car les nouvelles peuvent être transmises à des millions de personnes en quelques secondes. Cette rapidité a un impact direct sur la dynamique du conflit, car elle permet aux acteurs sur le terrain de réagir rapidement à des événements en temps réel. L'exemple de la guerre civile en Syrie illustre bien cette spécificité. Dès les premiers jours des manifestations en 2011, des vidéos de la répression, postées sur des plateformes comme YouTube et Twitter, ont rapidement circulé, sensibilisant l'opinion internationale à la brutalité du régime syrien et incitant à des interventions extérieures. Ce flux constant d'informations a forcé les acteurs politiques, tant à l'échelle locale qu'internationale, à réagir bien plus rapidement qu'ils ne l'auraient fait en l'absence de ces outils. En RDC, les images des affrontements ou des massacres, diffusées instantanément par les réseaux sociaux, ont également joué un rôle majeur dans la mobilisation de la communauté internationale pour des sanctions ou des actions diplomatiques. La rapidité de la diffusion crée également une pression intense sur les décideurs. La multiplication des sources d'information peut entraîner un état d'urgence cognitif, où il devient difficile pour les autorités ou les organisations internationales de filtrer et de vérifier la véracité des informations avant de prendre des mesures. Dans ce contexte, la prise de décision se fait souvent en temps réel, ce qui peut être source d'erreurs ou de réactions précipitées, parfois au détriment de la précision ou de l'efficacité des actions entreprises. Cela est particulièrement problématique dans des zones où la guerre est accompagnée de désinformation ou de manipulations.

Les réseaux sociaux ont également un pouvoir significatif dans la formation de l'agenda médiatique et politique. En raison de leur capacité à propager rapidement des informations, ils influencent la manière dont certains événements sont perçus et la priorité qui leur est accordée par les médias traditionnels, les gouvernements, et les institutions internationales. Ce phénomène, appelé agenda-setting, implique que certaines histoires ou certains messages sont amplifiés par les réseaux sociaux, tandis que d'autres peuvent être ignorés ou minimisés. En période de guerre, ce phénomène peut être déterminant dans la gestion de l'image publique d'un acteur. Par exemple, des images de victimes innocentes ou de violations flagrantes des droits humains, partagées massivement, peuvent forcer les organisations internationales, telles que les Nations Unies ou la Cour pénale internationale, à réagir, même si elles

n'étaient pas initialement au courant de la situation. Parallèlement, les groupes en guerre utilisent les réseaux sociaux pour rediriger l'attention sur des événements favorables à leur cause, ou au contraire, pour minimiser l'ampleur de leurs actions violentes. Ce phénomène de mise en avant d'un agenda particulier n'est pas seulement le fait des journalistes ou des acteurs humanitaires, mais aussi des groupes militants, des mouvements politiques, ou des gouvernements eux-mêmes. Lors de conflits comme celui en Ukraine en 2014 ou en Syrie, la manière dont chaque partie a utilisé les réseaux sociaux pour façonner le récit du conflit a eu un impact direct sur les politiques étrangères des puissances mondiales. L'impact immédiat des images et des récits partagés sur les réseaux sociaux a modifié la dynamique des décisions politiques, économiques et militaires à l'échelle internationale.

L'une des conséquences de cette rapidité de diffusion de l'information est l'accélération du phénomène de propagation de rumeurs et de désinformation. Lors des conflits armés, en particulier dans des zones où les médias traditionnels sont soumis à une forte censure, les réseaux sociaux deviennent des canaux privilégiés pour la diffusion d'informations. Cependant, ce flux rapide d'informations n'est pas toujours vérifié, et des informations incorrectes peuvent se propager aussi vite que celles qui sont authentiques. Ce phénomène de "fake news" ou de "désinformation" a un impact direct sur la perception du conflit et la prise de décision des acteurs internationaux. En RDC, par exemple, les réseaux sociaux sont souvent utilisés pour diffuser des rumeurs concernant les actions des groupes armés, ce qui exacerbe les tensions entre communautés ethniques. De fausses informations sur des massacres ou des déplacements de population peuvent entraîner des représailles violentes, et des prises de décision politiques erronées fondées sur des données incorrectes. Cela illustre les dangers d'une gestion de l'information qui n'est pas suffisamment régulée ou vérifiée en période de guerre, où la rapidité et la viralité de la diffusion peuvent avoir des conséquences dévastatrices.

Une autre spécificité des réseaux sociaux en période de guerre est leur capacité à intensifier les conflits et à renforcer les divisions existantes. En facilitant la création de "chambres d'écho" où les individus peuvent se retrouver avec ceux qui partagent des opinions similaires, les réseaux sociaux permettent la propagation de discours polarisants et violents. Cette dynamique se voit particulièrement dans les conflits ethniques ou religieux, où des messages de haine sont amplifiés par des algorithmes qui privilégient les contenus controversés ou émotionnellement chargés. En RDC, par exemple, les groupes armés et leurs partisans utilisent les réseaux sociaux pour inciter à la haine ethnique et manipuler l'opinion publique en diffusant des informations qui renforcent les clivages communautaires. Cette polarisation, alimentée par des *fake news* et des contenus extrémistes, rend le processus de paix encore plus difficile, car elle crée une perception d'un "nous" contre "eux" irréconciliable. Ainsi, au lieu de promouvoir la réconciliation, les réseaux sociaux peuvent devenir un outil de radicalisation et de propagande, accélérant les violences et prolongeant la durée du conflit.

Les réseaux sociaux ont également un impact majeur sur la diplomatie en temps réel. Pendant un conflit, les dirigeants mondiaux et les acteurs internationaux peuvent utiliser ces plateformes pour faire des déclarations publiques, dénoncer des violations des droits humains ou même exercer une pression diplomatique. Ce phénomène est particulièrement visible dans les guerres récentes où les gouvernements utilisent les réseaux sociaux pour transmettre leurs messages et influencer l'opinion publique internationale. Le rôle des réseaux sociaux dans la diplomatie se joue également à travers l'influence qu'ils exercent sur les peuples. Un exemple notable est l'utilisation par les États-Unis de Twitter pour annoncer des sanctions économiques ou des actions militaires. Cette forme de diplomatie numérique, bien qu'innovante, est aussi risquée, car elle peut déclencher des réactions imprévisibles ou une escalade du conflit. Par exemple, la guerre en Syrie a vu un usage intensif de la diplomatie numérique sur des plateformes comme Twitter, où les acteurs étatiques, mais aussi les organisations humanitaires et les groupes rebelles, ont utilisé ces canaux pour diffuser des messages visant à influencer les gouvernements étrangers ou l'opinion publique.

En période de guerre, où les médias traditionnels sont souvent muselés ou censurés, les réseaux sociaux deviennent des outils cruciaux pour faire circuler l'information et dénoncer les injustices. L'absence de régulation des contenus sur ces plateformes permet à de nombreuses voix d'être entendues, y compris celles des opposants politiques, des militants des droits humains et des populations locales vivant dans les zones de guerre. Les réseaux sociaux, donc, jouent un rôle fondamental dans le contournement de la censure, en particulier lorsque les autorités cherchent à minimiser les informations compromettantes. Ainsi, en RDC, les vidéos de violations des droits humains ou de crimes de guerre, publiées sur des plateformes comme Facebook ou Twitter, ont permis à la communauté internationale de prendre conscience des abus commis par certains acteurs du conflit, ce qui a conduit à des sanctions internationales et à une pression diplomatique pour mettre fin à ces actes. La capacité de diffuser des images et des récits non filtrés est un pouvoir considérable dans le cadre de la guerre, où l'information devient une arme stratégique.

3. Acteurs et usages des réseaux sociaux pendant la guerre à l'Est de la RDC

Les groupes armés opérant à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) ont rapidement compris l'importance stratégique des réseaux sociaux pour renforcer leur présence, mobiliser des soutiens, et propager leur idéologie. Ces groupes utilisent des plateformes telles que Facebook, Twitter, WhatsApp et *Telegram* pour diffuser des messages propagandistes, inciter à la violence, et souvent pour exagérer leurs succès militaires ou présenter leurs actions sous un jour favorable. L'utilisation des réseaux

sociaux par ces groupes armés permet de créer un récit alternatif à celui des médias traditionnels et d'influencer l'opinion publique locale, nationale et internationale. Les vidéos et les images partagées par ces groupes ont souvent un objectif double : d'une part, elles cherchent à instaurer la peur chez leurs adversaires en montrant des actes de violence ou de terreur, et d'autre part, elles sont utilisées pour renforcer la légitimité de leur cause aux yeux de leurs partisans. Par exemple, les vidéos de capture de prisonniers ou de massacres, bien que souvent exagérées ou manipulées, peuvent être perçues comme des preuves de la puissance de ces groupes et de leur capacité à résister à l'armée nationale. En parallèle, des messages codés sont parfois partagés sur des plateformes de messagerie privée pour coordonner les actions de terrain. En outre, les groupes armés utilisent souvent les réseaux sociaux pour attirer de nouvelles recrues. Grâce à des récits glorifiant les luttes contre les forces armées gouvernementales ou les autres groupes rivaux, ils séduisent des jeunes en quête d'identité et de reconnaissance. Cette forme de recrutement en ligne présente un danger croissant, car elle élargit le recrutement au-delà des frontières géographiques du conflit et permet à ces groupes de se régénérer en permanence. L'impact des réseaux sociaux dans ce contexte est non seulement géopolitique, mais également sociétal, car il influence les dynamiques sociales et la formation des opinions au sein des communautés locales.

Les institutions gouvernementales de la RDC, souvent confrontées à des critiques internes et internationales concernant leur gestion du conflit à l'Est, utilisent également les réseaux sociaux pour influencer la perception du conflit. Ces institutions cherchent à contrôler le récit médiatique en présentant leurs actions sous un jour positif. Le gouvernement utilise des plateformes comme Twitter, Facebook et les sites web officiels pour diffuser des messages sur ses réussites militaires, ses efforts diplomatiques, et ses interventions humanitaires. En mettant en avant les actions de maintien de l'ordre, ces acteurs cherchent à légitimer leur autorité et à apaiser les tensions locales. De plus, le gouvernement et ses alliés utilisent les réseaux sociaux pour cibler des groupes armés ou des militants de la société civile qui critiquent l'armée ou dénoncent les violations des droits humains. Des attaques numériques sous forme de cyber-propagande sont parfois menées pour discréditer ces voix dissidentes. En effet, l'utilisation des réseaux sociaux comme outil de contrôle de l'opinion publique a permis à des régimes en place de s'assurer une position dominante sur le terrain médiatique, là où les médias traditionnels peuvent être plus facilement manipulés ou censurés. Cependant, l'efficacité de ces actions reste partagée. L'accent mis sur les réussites du gouvernement à travers les réseaux sociaux peut renforcer la perception d'un contrôle stable, mais également amplifier la frustration des populations locales, surtout si les preuves sur le terrain ne correspondent pas à ce qui est présenté. Dans un contexte de guerre où la population souffre d'insécurité et de violences, cette divergence entre discours gouvernemental et réalité sur le terrain peut entraîner une perte de crédibilité du gouvernement et amplifier les tensions sociales.

Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations internationales jouent un rôle crucial dans la diffusion de l'information durant les conflits armés, en particulier en ce qui concerne la protection des droits humains et la fourniture d'assistance humanitaire. Ces acteurs utilisent les réseaux sociaux pour sensibiliser l'opinion publique internationale sur les violations des droits humains, la situation humanitaire catastrophique et la nécessité d'une intervention humanitaire d'urgence. Les témoignages directs, les images de victimes de violence, et les rapports de terrain des ONG sont partagés en ligne pour attirer l'attention des gouvernements et des institutions internationales, afin de provoquer des actions concrètes, comme des sanctions contre les groupes armés ou une intervention de maintien de la paix. Par exemple, des organisations comme *Human Rights Watch* et Médecins Sans Frontières utilisent régulièrement leurs comptes Twitter et Facebook pour faire connaître les atrocités commises par divers acteurs en RDC et appeler à une réponse internationale. Ces informations peuvent également pousser les médias traditionnels à couvrir ces événements, augmentant ainsi la pression politique et diplomatique. Cependant, l'utilisation des réseaux sociaux par les ONG présente aussi des défis. La circulation de contenus potentiellement sensibles ou choquants, bien qu'efficace pour sensibiliser, peut également provoquer une saturation de l'information. Les spectateurs, après un certain temps, peuvent développer une insensibilité à ces messages, ce qui diminue l'efficacité de la sensibilisation. Par ailleurs, ces contenus peuvent être manipulés, sortis de leur contexte, ou utilisés à des fins politiques par les acteurs impliqués dans le conflit.

Les acteurs sociaux et citoyens sont au cœur de la dynamique des réseaux sociaux en période de guerre, car ce sont eux qui produisent souvent une grande partie du contenu circulant. Les individus vivant dans des zones de conflit, y compris les civils, les réfugiés, et les militants locaux, partagent des témoignages, des vidéos, des photos et des commentaires sur leurs expériences directes. Ces informations sont souvent plus spontanées et peuvent offrir un aperçu brut de la situation sur le terrain, sans le filtre des autorités ou des médias internationaux. Les citoyens, en particulier ceux qui ont accès aux plateformes mobiles et aux connexions internet, jouent un rôle central dans la documentation des violations des droits humains et dans la mobilisation des communautés. Les vidéos de témoignages de civils, parfois filmées de manière clandestine, sont partagées pour exposer les atrocités commises par les groupes armés ou les forces de l'ordre. Par exemple, des vidéos montrant des massacres ou des actes de violence contre des civils sont souvent publiées sur les réseaux sociaux, apportant une visibilité mondiale à des événements qui auraient autrement été ignorés par les médias traditionnels. Cependant, ces témoignages peuvent être sujets à interprétation, et leur véracité peut être mise en question. La difficulté de vérifier les informations circulant sur les réseaux sociaux expose à la manipulation et à la désinformation. De plus, la diffusion massive de vidéos violentes peut affecter négativement la santé mentale des populations locales, et dans certains cas, inciter à la vengeance et à des représailles violentes entre communautés.

Dans le contexte de la guerre à l'Est de la RDC, une autre dynamique émerge : celle des "influenceurs" locaux qui utilisent les réseaux sociaux pour jouer un rôle de médiateur, d'analyste ou de propagandiste. Ces influenceurs, souvent des personnalités publiques, des journalistes, ou des blogueurs, tirent profit de leur notoriété sur les plateformes pour façonner la perception du conflit. Ces individus peuvent influencer des milliers de personnes, notamment en apportant leur propre analyse de la situation sur le terrain ou en relayant des informations non vérifiées. Ces influenceurs peuvent avoir un impact positif, en appelant à la paix, en dénonçant les violations des droits humains ou en encourageant la solidarité internationale. Cependant, certains influencent également l'opinion publique de manière négative, en exagérant la situation ou en biaisant les faits pour s'aligner avec un camp spécifique, ce qui alimente encore plus les divisions ethniques et politiques. En raison de leur large audience, les propos de ces influenceurs peuvent avoir des conséquences concrètes, en incitant à la violence ou en renforçant les stéréotypes.

Enfin, des acteurs extérieurs, notamment les gouvernements étrangers et les entreprises de médias, influencent également l'utilisation des réseaux sociaux pendant la guerre. Les pays voisins de la RDC, comme l'Ouganda et le Rwanda, ont été accusés de soutenir indirectement certains groupes armés via les réseaux sociaux, en amplifiant certaines narrations et en réduisant la visibilité d'autres. Ces acteurs extérieurs utilisent souvent des plateformes comme Twitter et Facebook pour lancer des campagnes de déstabilisation ou, au contraire, soutenir un camp particulier. La diplomatie numérique devient ainsi un outil de guerre, où l'impact de l'information dépasse les frontières locales pour influencer les relations internationales et les politiques internes. Dans ce cadre, les gouvernements étrangers et les diplomates prennent parfois position sur des événements en partageant des messages de soutien à des actions spécifiques ou en condamnant les violations de droits humains commises par certains acteurs du conflit. Le rôle des acteurs internationaux dans la gestion de l'information sur les réseaux sociaux est donc crucial, car il peut soit exacerber les tensions, soit favoriser la recherche de solutions diplomatiques, en fonction de leur approche.

II. Propagande et désinformation dans le contexte de la guerre

II.1. Propagation de fausses informations

La guerre à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) s'accompagne de la prolifération d'informations erronées et manipulées sur les réseaux sociaux, qui contribuent à la polarisation des opinions et à l'instabilité sur le terrain. Dans un contexte où les lignes de front sont souvent floues et où la couverture médiatique est partielle, de fausses informations se propagent facilement, amplifiées par les plateformes sociales. Ces informations sont souvent destinées à faire pression sur l'opinion publique en faveur d'un camp, qu'il s'agisse des forces armées, des groupes rebelles ou de puissances extérieures. Les fausses informations se manifestent sous diverses formes, notamment des rumeurs, des photos et des vidéos manipulées, ou encore des déclarations détournées de leur contexte. Par exemple, une vidéo montrant des exécutions sommaires peut être diffusée sur WhatsApp ou Facebook, et rapidement être associée à un groupe armé particulier sans preuve vérifiable, alimentant ainsi la haine et l'hostilité envers ce groupe. Ce type de désinformation sert à déstabiliser les populations locales, en exacerbant la peur et la méfiance envers l'autre groupe. Ce phénomène est particulièrement problématique dans des zones comme l'Est de la RDC, où la situation est déjà fragile et la confiance entre les communautés ethniques est mince. La vitesse de diffusion des fausses informations via les réseaux sociaux est un facteur déterminant dans leur efficacité. Les messages erronés se propagent souvent à une vitesse bien plus rapide que les démentis ou les corrections, ce qui rend difficile le contrôle de leur impact. En outre, dans des zones de conflit où l'accès à une information vérifiée est limité, les fausses informations deviennent souvent la seule source d'information pour les civils, qui n'ont pas toujours la capacité de distinguer le vrai du faux. Ainsi, la manipulation de l'information devient un instrument stratégique dans la guerre psychologique, alimentant des divisions internes et perturbant les efforts de paix.

Les vidéos manipulées représentent une forme de désinformation particulièrement efficace dans le contexte de la guerre à l'Est de la RDC. La facilité de création, de modification et de partage de contenu visuel sur les réseaux sociaux permet à des acteurs de transformer des événements en apparence innocents en récits partiels ou même totalement falsifiés. Ces vidéos peuvent prendre diverses formes : mises en scène de violences, images provenant d'autres conflits ou événements anciens réutilisées pour illustrer des situations actuelles, ou encore des montages visant à tromper les spectateurs. L'impact de ces vidéos sur l'opinion publique est immense, car elles génèrent une réaction émotionnelle immédiate. En montrant des scènes choquantes de violence, elles suscitent la colère, la peur et l'indignation, souvent bien plus puissamment que les simples récits écrits. Par exemple, une vidéo manipulée montrant des soldats de l'armée congolaise tuant des civils peut être diffusée avec des titres suggestifs, sans contexte, pour stigmatiser une faction particulière. Ces vidéos, même après avoir été démenties, ont un impact durable sur la perception des événements. Leur capacité à circuler rapidement et à atteindre une large audience les rend particulièrement dangereuses dans un contexte de guerre. De plus, ces vidéos ne sont pas seulement des outils de propagande, mais elles deviennent des objets de lutte symbolique entre les différentes factions du conflit. Les groupes armés et les forces gouvernementales utilisent ces vidéos pour construire un récit de victimisation et pour galvaniser les soutiens locaux et internationaux. Le rôle des réseaux sociaux dans cette diffusion rend d'autant plus complexe la distinction entre ce qui est réel et ce qui est construit, ce qui peut miner les efforts de médiation et de résolution du conflit.

Les théories du complot jouent également un rôle majeur dans la désinformation en période de guerre. Elles permettent de tordre la réalité en une version plus simple et plus convenue pour un public qui cherche des explications à la violence chaotique qui se déroule autour d'eux. Dans le contexte de l'Est de la RDC, des narratifs complotistes sont diffusés par des acteurs des différents camps, cherchant à justifier leurs actions ou à accuser l'autre de manipuler les événements à son profit. Par exemple, certains groupes accusent des puissances étrangères ou des voisins de la RDC d'intervenir secrètement pour contrôler les ressources naturelles ou déstabiliser le pays. Ces théories du complot prennent souvent la forme de publications virales qui remontent à des faits historiques ou à des événements récents, réinterprétés pour correspondre à des hypothèses de manipulation. Les théories sur la gestion des ressources minières, les interventions étrangères ou les liens entre certains groupes rebelles et des entreprises multinationales sont des exemples typiques de ces théories, largement diffusées par les réseaux sociaux. Ces idées complotistes trouvent une audience parmi ceux qui doutent de la version officielle des événements, et qui cherchent des réponses simples à des questions complexes. L'impact des théories du complot est d'autant plus fort qu'elles alimentent la division et la méfiance entre différentes communautés ethniques et politiques. Elles permettent de légitimer des actions violentes, en attribuant à l'ennemi des intentions malveillantes qui justifient des représailles. Les théories du complot deviennent ainsi un outil de mobilisation et de radicalisation. Elles nourrissent des sentiments de victimisation et de peur, qui rendent encore plus difficile la réconciliation dans un pays déjà fortement fragmenté.

Les réseaux sociaux jouent également un rôle clé dans la propagation du discours de haine et de l'incitation à la violence, en particulier dans les conflits ethniques et politiques. À l'Est de la RDC, le discours de haine se manifeste par des messages qui stigmatisent certaines communautés, incitent à la violence contre des groupes rivaux et justifient des actes extrêmes. Ces messages sont souvent partagés à grande échelle via des plateformes comme Facebook, Twitter, WhatsApp, où les contenus violents et haineux peuvent se diffuser rapidement et atteindre un large public. Les discours haineux dans le contexte de la guerre en RDC sont souvent renforcés par des récits historiques et ethniques. Les messages qui dénigrent un groupe ethnique ou accusent une communauté d'être responsable des souffrances de l'autre sont particulièrement virulents. Ce type de discours nourrit des préjugés et des stéréotypes, et conduit souvent à la violence physique. Des appels à l'extermination, à la guerre ethnique ou à la vengeance sont régulièrement diffusés, exacerbant la polarisation et la méfiance entre les groupes. La régulation de ces discours haineux sur les réseaux sociaux est une tâche complexe. D'une part, certains acteurs locaux utilisent ces discours pour mobiliser leurs communautés et justifier des actions violentes ; d'autre part, la diffusion de ces messages à l'échelle mondiale par les réseaux sociaux complique leur contrôle. L'absence de régulations strictes dans de nombreuses plateformes rend la lutte contre le discours de haine difficile et inefficace.

Les effets de la désinformation dans le cadre de la guerre à l'Est de la RDC ont été observés à travers plusieurs études de cas, où des campagnes numériques ont eu un impact direct sur l'opinion locale et internationale. L'un des exemples les plus flagrants a été la campagne menée par certains groupes armés pour attribuer des violences spécifiques à l'armée congolaise ou à des acteurs extérieurs, comme le Rwanda ou l'Ouganda. Ces accusations, largement relayées sur les réseaux sociaux, ont alimenté la méfiance et la haine entre les communautés, exacerbant les conflits ethniques et les tensions géopolitiques. Une autre étude de cas révèle l'usage de vidéos dramatisées pour sensibiliser l'opinion internationale aux atrocités commises par les forces gouvernementales ou des groupes rebelles. Ces vidéos, parfois sorties de leur contexte, ont été partagées avec des légendes suggestives et exagérées, incitant à une condamnation internationale rapide sans tenir compte des complexités du terrain. L'influence de ces vidéos a eu un impact direct sur la diplomatie internationale, en influençant les prises de position des gouvernements étrangers et des organisations internationales. En conséquence, ces campagnes de désinformation ont modifié la perception du conflit à l'échelle locale et internationale, avec des conséquences directes sur les politiques de paix et les interventions humanitaires.

Face à l'ampleur de la désinformation, plusieurs efforts ont été déployés pour réguler les contenus partagés sur les réseaux sociaux, notamment dans le cadre de la guerre à l'Est de la RDC. Toutefois, ces efforts se heurtent à plusieurs obstacles. Les plateformes de médias sociaux, bien qu'elles aient mis en place des systèmes pour détecter et supprimer les fausses informations, manquent de personnel qualifié pour traiter les contextes locaux complexes. En conséquence, de nombreux contenus haineux et trompeurs échappent à la modération. De plus, la désinformation n'est pas seulement un problème de manipulation des faits, mais aussi de l'instantanéité de la communication sur les réseaux sociaux. Les informations fausses peuvent être partagées et amplifiées en quelques minutes, rendant difficile toute intervention rapide. En outre, les communautés locales ont parfois une confiance plus grande dans les informations qu'elles reçoivent par leurs pairs que dans celles provenant des autorités ou des médias internationaux, ce qui rend encore plus difficile la lutte contre la désinformation.

II.2. L'impact psychologique et social de l'information véhiculée sur les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux jouent un rôle crucial dans la manipulation des émotions au sein de la population pendant un conflit, en particulier lors de la guerre à l'Est de la RDC. La guerre étant un phénomène déstabilisant, l'utilisation des émotions comme la peur, la colère et le désespoir devient une stratégie dans la gestion de l'opinion publique. Ces émotions, souvent exacerbées par la

diffusion rapide de contenus visuels et narratifs violents, participent à la construction d'un climat psychologique tendu et divisé. Par exemple, des vidéos montrant des atrocités commises par des groupes armés ou des images de villes détruites sont régulièrement partagées sur les réseaux sociaux, suscitant une réponse émotionnelle immédiate qui pousse les individus à adopter des positions plus radicales. La peur est l'une des émotions les plus exploitées dans le contexte de la guerre. Les acteurs du conflit, qu'il s'agisse de groupes armés, de gouvernements ou d'acteurs externes, diffusent régulièrement des messages alarmistes pour maintenir ou intensifier la peur de l'ennemi et du chaos. En projetant des scénarios catastrophiques, comme l'expansion des violences ou l'infiltration de forces ennemies, ces messages renforcent le sentiment d'insécurité, ce qui conduit à un état de panique sociale. La peur, amplifiée par la rapidité de diffusion des informations, crée une tension constante, où la population craint constamment pour sa sécurité et son avenir.

La colère est également un outil psychologique puissant utilisé pour galvaniser les troupes ou les populations. Les récits de violence, de trahison ou d'injustice partagés sur les réseaux sociaux servent à mobiliser la population en incitant à la vengeance. En diffusant des images ou des récits d'injustices perçues, comme des exécutions de civils ou des viols, ces contenus exacerbent la colère collective et rendent les individus plus enclins à soutenir des actions violentes en réponse. La colère nourrit un cycle de violence, alimentant l'esprit de représailles et de vengeance, et entrave tout effort de paix. Le désespoir est également une émotion clé qui affecte profondément la perception des civils. Les réseaux sociaux offrent une plateforme où les récits de souffrance et de perte sont largement partagés. Les témoignages de civils, souvent dramatiques, évoquent le manque d'aide humanitaire, les disparitions de proches ou la destruction de foyers. Ce flot de récits désespérés crée une atmosphère de désillusion et de fatalisme, où les civils se sentent abandonnés par le monde extérieur, renforçant leur sentiment de vulnérabilité et leur isolement. Ce climat de désespoir peut aussi limiter l'espoir de résolution du conflit, rendant les efforts de médiation ou d'assistance humanitaire beaucoup plus complexes.

Les réseaux sociaux ne se contentent pas seulement de diffuser des informations, ils amplifient également les tensions sociales en servant de catalyseur à la propagation de récits violents. La rapidité de diffusion, combinée à l'anonymat et à la facilité d'accès aux plateformes, permet à des récits extrêmes et polarisants de se propager rapidement, touchant un large éventail d'individus. Ces récits violents ne sont pas seulement destinés à informer, mais à radicaliser les opinions et à exciter les passions. Par exemple, les vidéos montrant des scènes de violence gratuite peuvent inciter des groupes à prendre les armes ou à commettre des actes répressifs contre des communautés perçues comme responsables de ces violences. Les récits violents diffusés sur les réseaux sociaux ne sont pas uniquement le fait des groupes armés ou des belligérants, mais incluent également des citoyens qui, à travers des posts, des vidéos et des commentaires, alimentent un discours de haine. Ces messages incitent à la division, parfois sur la base de l'ethnie ou de l'appartenance à un groupe social ou politique particulier. Les tensions sociales sont exacerbées lorsque ces récits sont validés et amplifiés par d'autres membres d'une même communauté, créant ainsi un environnement où les fractures sociales se creusent et où les sociétés se fragmentent. Les récits violents diffusés par les réseaux sociaux alimentent également la notion de "l'autre", souvent perçu comme l'ennemi, et réduisent la capacité des sociétés à trouver des solutions pacifiques. La polarisation engendrée par ces récits rend difficile la réconciliation, car elle ancre une vision du monde en noir et blanc, où l'ennemi est déshumanisé et la violence devient justifiée. Les discours haineux et de division, qu'ils soient orientés vers un groupe ethnique, politique ou religieux, ont un impact direct sur le comportement des individus, poussant certains à s'engager dans des actions violentes contre les "autres".

Les réseaux sociaux jouent également un rôle central dans la fragmentation de la société, en facilitant la création de groupes homogènes de personnes partageant les mêmes idées. Ces "bubbles" informationnelles, ou chambres d'écho, contribuent à renforcer des perceptions unilatérales du conflit. À l'Est de la RDC, les groupes sociaux, que ce soit des communautés ethniques ou des groupes armés, se réfugient souvent dans des espaces numériques où seuls les récits qui correspondent à leurs idéologies sont partagés et validés. Cela entraîne un enfermement dans des points de vue réducteurs, où les informations contraires sont systématiquement rejetées, voire dénigrées. En conséquence, la fragmentation sociale devient plus marquée. Les différents groupes qui composent la société, qu'ils soient ethniques, politiques ou religieux, n'échangent plus entre eux de manière constructive, mais s'isolent dans des silos d'opinions et de récits partiels. Cela limite la possibilité d'un dialogue pacifique et nourrit une logique de confrontation plutôt que de négociation. L'impact social de cette fragmentation est d'autant plus grave dans un contexte de guerre, où la société est déjà fragilisée par des décennies de conflits et de divisions historiques. Les réseaux sociaux exacerbent également la polarisation à travers la viralité des récits violents. En mettant en lumière des actes de violence extrême, les plateformes sociales renforcent l'idée que les adversaires sont à la fois une menace et une cible légitime, ce qui conduit à la radicalisation des comportements sociaux. Cette polarisation alimente un cycle de violence et d'incompréhension entre les groupes, ce qui rend d'autant plus difficile la réconciliation à l'issue du conflit.

II.3. Effets sur la perception de la communauté internationale

Les réseaux sociaux ont un impact significatif sur la manière dont la communauté internationale perçoit le conflit à l'Est de la RDC. Les informations, souvent véhiculées par des ONG, des journalistes et des citoyens, sont largement diffusées à travers les plateformes sociales telles que Twitter, Facebook, et YouTube. Ce flot d'informations, bien qu'il puisse offrir une certaine transparence sur la situation sur le terrain, est également marqué par des biais, des exagérations et, dans certains cas, de la désinformation. Ainsi, l'image du conflit est modelée par la manière dont les récits sont racontés et partagés, souvent dans des termes émotionnels et dramatiques. Les récits d'atrocités, de souffrance civile et d'abus des droits humains circulent rapidement sur ces plateformes, façonnant l'image du conflit comme un événement tragique nécessitant une intervention extérieure. Par exemple, les vidéos montrant des civils pris dans des combats ou victimes de violences sexuelles deviennent des symboles du désespoir humanitaire, incitant les organisations internationales à agir. Cependant, ces images peuvent aussi être utilisées à des fins politiques, dépeignant un camp comme responsable de toutes les violences, ce qui simplifie un conflit complexe en un récit binaire de "bons" et de "méchants". Cette simplification peut nuire à une compréhension nuancée du conflit par la communauté internationale. Les activistes, souvent relayés par les réseaux sociaux, jouent également un rôle important dans cette dynamique. Les campagnes de sensibilisation sur les plateformes sociales mettent en lumière des injustices spécifiques, comme la violence faite aux femmes ou les massacres de civils. Ces campagnes influencent les politiques internationales en mobilisant l'opinion publique mondiale, ce qui peut, à son tour, pousser les gouvernements étrangers et les organisations humanitaires à intervenir, fournir de l'aide ou imposer des sanctions. Cependant, l'efficacité de ces campagnes dépend largement de la capacité à maintenir l'attention internationale, car les crises concurrentes peuvent rapidement éclipser le conflit de la RDC.

Les récits partagés sur les réseaux sociaux ont une influence majeure sur les politiques internationales, notamment en ce qui concerne les sanctions, les interventions humanitaires, et la pression diplomatique exercée sur les belligérants. Les organisations internationales, en particulier les Nations Unies et l'Union Européenne, réagissent souvent aux récits de violations des droits humains et aux atrocités massives largement diffusées sur ces plateformes. Par exemple, des vidéos montrant des attaques sur des civils ou des récits de massacres peuvent inciter la communauté internationale à adopter des résolutions de condamnation ou à intensifier les pressions diplomatiques sur les acteurs responsables du conflit. Les récits influencent également les décisions de sanction contre les acteurs du conflit, qu'il s'agisse de groupes armés ou de gouvernements. Les sanctions économiques et les embargos peuvent être imposés à la suite de la divulgation d'informations sur les réseaux sociaux concernant des actes criminels spécifiques. De même, l'impact médiatique de ces récits peut pousser certains États à revoir leur position diplomatique sur la RDC, influençant ainsi les alliances internationales. En outre, les récits véhiculés par les réseaux sociaux exercent une pression sur les organisations humanitaires. Lorsque des images de souffrance civile, de famine ou de manque d'accès aux soins sont massivement partagées, cela pousse les ONG et les acteurs internationaux à réagir plus rapidement. Les récits peuvent également influencer les priorités de ces organisations, en les orientant vers des zones spécifiques du conflit ou en modifiant leurs approches de l'assistance humanitaire. La pression de l'opinion publique mondiale, alimentée par les récits circulant sur les réseaux sociaux, peut donc modifier les stratégies diplomatiques et humanitaires internationales, bien que ces réactions soient parfois marquées par des intérêts géopolitiques et économiques sous-jacents.

III. Les conséquences de la diffusion d'information via les réseaux sociaux pendant le conflit à l'Est RDC.

III.1. Conséquences positives de l'utilisation des réseaux sociaux en période de guerre

L'un des principaux aspects positifs des réseaux sociaux pendant un conflit armé, en particulier dans le contexte de la guerre à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), est leur rôle crucial dans la documentation des violations des droits humains. Grâce à leur accessibilité, leur rapidité et leur capacité à toucher une large audience, ces plateformes permettent aux témoins oculaires, aux journalistes citoyens et aux activistes de documenter et de partager des preuves directes d'abus et de violences sur le terrain. Des images, des vidéos et des témoignages de victimes, souvent non filtrés, sont partagés en temps réel, ce qui permet de mettre en lumière les atrocités commises par les groupes armés, les forces gouvernementales, ou d'autres acteurs impliqués dans le conflit. Ces preuves, largement partagées sur les réseaux sociaux, apportent une transparence essentielle au processus de documentation. Elles permettent non seulement d'attirer l'attention sur les injustices, mais aussi de renforcer les efforts de plaidoyer en faveur des victimes. En outre, elles constituent une ressource précieuse pour les organisations de défense des droits humains, qui peuvent utiliser ces informations pour étayer leurs rapports et leurs appels à l'action. Par exemple, des organisations comme Human Rights Watch ou Amnesty International s'appuient sur les informations partagées sur les réseaux sociaux pour mener des enquêtes et mobiliser la communauté internationale contre les responsables de violations graves des droits humains. Le soutien à l'action humanitaire est également renforcé grâce aux réseaux sociaux. Les plateformes servent de vecteur pour coordonner les efforts d'assistance, en permettant aux ONG et aux agences humanitaires de sensibiliser le public aux besoins urgents sur le terrain. De plus, les réseaux sociaux facilitent la collecte de fonds et la mobilisation de ressources nécessaires pour répondre aux crises humanitaires en RDC. Les campagnes de collecte de fonds en ligne peuvent rapidement générer un soutien financier pour les initiatives humanitaires, contribuant ainsi à atténuer les souffrances des populations touchées par la guerre.

Une autre conséquence positive de l'utilisation des réseaux sociaux dans un contexte de guerre est l'augmentation de la visibilité du conflit sur la scène internationale. Les médias traditionnels, en raison de leurs contraintes logistiques, peuvent avoir des difficultés à couvrir les conflits armés dans des zones reculées ou dangereuses. Cependant, grâce aux réseaux sociaux, des informations provenant directement des zones de combat sont publiées en temps réel, souvent par des citoyens ou des journalistes locaux. Cela permet de présenter une image plus complète et plus authentique des réalités du terrain, loin des narratifs souvent distillés par les parties belligérantes ou les gouvernements. Cette visibilité accrue permet à la communauté internationale d'avoir une image plus fidèle de ce qui se passe réellement dans des zones comme l'Est de la RDC, en particulier lorsqu'il s'agit de violations des droits humains, de massacres ou de crises humanitaires. Lorsque des images choquantes de violence ou de destruction sont publiées, elles attirent immédiatement l'attention des médias internationaux, ce qui peut conduire à une couverture médiatique importante, amplifiant ainsi la pression sur les autorités locales et les groupes internationaux pour qu'ils réagissent de manière appropriée. L'augmentation de la visibilité du conflit dans les médias mondiaux peut également avoir des conséquences importantes sur les politiques internationales. Les récits partagés par les utilisateurs des réseaux sociaux peuvent inciter des gouvernements étrangers, des organisations internationales et des ONG à agir. Par exemple, la pression exercée par des récits dramatiques de souffrance peut inciter des pays à envoyer des missions de paix ou à fournir une aide humanitaire supplémentaire. De plus, la diffusion de ces récits peut mettre en lumière l'inefficacité ou les échecs des stratégies diplomatiques existantes, poussant ainsi les acteurs internationaux à repenser leurs approches. Cette visibilité, cependant, n'est pas seulement bénéfique pour sensibiliser la communauté internationale. Elle peut également inciter les acteurs du conflit à prendre conscience du regard mondial porté sur leurs actions, ce qui peut, dans certains cas, exercer une pression pour réduire les violences ou négocier des solutions de paix. La transparence qu'apportent les réseaux sociaux oblige les belligérants à répondre aux critiques internationales et à rendre des comptes, ce qui peut éventuellement contribuer à une résolution plus rapide du conflit.

Les réseaux sociaux jouent également un rôle déterminant dans l'organisation d'actions de solidarité et dans la mobilisation pour la paix. Tout au long du conflit à l'Est de la RDC, les plateformes sociales ont été utilisées pour créer des campagnes de soutien aux populations locales, qu'il s'agisse de collectes de fonds pour les victimes, d'appels à l'action pour la paix ou de manifestations pour la justice. Ces initiatives sont rendues possibles grâce à la capacité des réseaux sociaux à réunir rapidement des personnes ayant un intérêt commun, qu'elles soient localisées dans le pays ou ailleurs dans le monde. Un exemple concret de cette mobilisation internationale a été l'utilisation des réseaux sociaux pour promouvoir des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles en RDC, où des militants et des défenseurs des droits humains ont utilisé les plateformes pour attirer l'attention sur ces crimes de guerre. Les hashtags populaires et les vidéos virales ont permis de mettre en lumière les souffrances des victimes, sensibilisant ainsi une large audience internationale et augmentant la pression sur les gouvernements et les acteurs internationaux pour qu'ils prennent des mesures. En outre, les réseaux sociaux ont facilité la mobilisation pour des initiatives de paix. Les plateformes ont permis à des groupes de la société civile, à des personnalités influentes et à des ONG d'organiser des événements de solidarité, des conférences et des forums internationaux pour discuter de la paix en RDC. Ces événements, bien qu'organisés à distance, ont contribué à créer un dialogue mondial sur la situation dans l'Est de la RDC, en réunissant des voix de partout pour soutenir une solution pacifique au conflit. Les réseaux sociaux ont ainsi agi comme un catalyseur pour des mouvements sociaux transnationaux, renforçant l'impact des actions locales par une mobilisation internationale. Les appels à la paix lancés sur les réseaux sociaux ont également trouvé une large résonance parmi les jeunes générations, qui utilisent ces plateformes pour organiser des manifestations, exprimer leur solidarité ou faire pression sur leurs gouvernements. Les actions de solidarité sur les réseaux sociaux peuvent prendre diverses formes, de la publication de messages de soutien à l'organisation de campagnes de pression sur les décideurs politiques.

Les réseaux sociaux ont également permis aux acteurs de la société civile, ainsi qu'aux gouvernements étrangers et aux organisations internationales, de renforcer leur diplomatie publique. En diffusant des informations en temps réel, ces acteurs ont la possibilité de présenter leur point de vue, de dénoncer les violations des droits humains, ou de soutenir des initiatives de paix. En retour, les dirigeants mondiaux peuvent ajuster leurs politiques étrangères en fonction de la manière dont le conflit est perçu à l'échelle internationale. Par exemple, un gouvernement peut être amené à modifier sa position ou à imposer des sanctions supplémentaires si les informations partagées sur les réseaux sociaux révèlent des abus massifs. La diplomatie publique soutenue par les réseaux sociaux permet également de créer des alliances internationales pour résoudre le conflit. Les gouvernements et les organisations internationales peuvent utiliser ces plateformes pour coordonner des actions diplomatiques communes, coordonner des aides humanitaires ou même soutenir des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

En période de guerre, la gestion des ressources humaines et matérielles est un défi. Les réseaux sociaux, en permettant une meilleure coordination, ont amélioré la distribution de l'aide. Les informations partagées sur ces plateformes permettent de mieux cibler les zones de conflit et de localiser les populations les plus vulnérables. Grâce à des mises à jour en temps réel, les agences humanitaires peuvent ajuster leurs interventions de manière plus efficace, réduisant ainsi les pertes humaines et les souffrances. Par ailleurs, la transparence apportée par ces plateformes permet aux donateurs et aux institutions internationales de suivre l'évolution des conditions sur le terrain. La visibilité accrue du conflit a incité certains donateurs à réagir plus promptement, accélérant les flux d'aide pour soutenir les populations touchées.

La solidarité virtuelle se traduit souvent par des actes concrets de soutien, et ce phénomène s'est accentué avec les réseaux sociaux pendant la guerre en RDC. À travers des plateformes comme Twitter, Facebook et Instagram, des citoyens du monde entier, désireux de contribuer à la paix et à l'aide humanitaire, se sont unis pour soutenir les victimes du conflit. Par des actions telles que des dons financiers, l'organisation de marches pour la paix ou la création de pétitions, les utilisateurs ont montré leur volonté de contribuer à la résolution du conflit, malgré la distance géographique. L'effet multiplicateur de ces actions amplifie la pression internationale pour des changements politiques ou sociaux à l'intérieur du pays, tout en apportant un soutien moral et financier aux victimes du conflit. En conclusion, les conséquences positives de l'utilisation des réseaux sociaux pendant le conflit en RDC sont multiples, allant de la documentation des violations des droits humains à la mobilisation pour la paix et l'aide humanitaire. En donnant une voix aux victimes et en facilitant la mobilisation internationale, ces plateformes ont joué un rôle déterminant dans la gestion de la guerre, tout en amplifiant la solidarité mondiale.

III.2. Conséquences négatives et risques associés à l'usage des réseaux sociaux

Les réseaux sociaux, en raison de leur rapidité et de leur accessibilité, ont la capacité de diffuser des informations en temps réel, ce qui est particulièrement influent dans les contextes de guerre. Cependant, cette instantanéité est également une épée à double tranchant, car elle permet la propagation rapide de désinformation. À l'Est de la RDC, par exemple, des acteurs impliqués dans le conflit – qu'ils soient militaires, politiques ou autres – ont utilisé ces plateformes pour manipuler l'opinion publique, diffuser des fausses informations ou contrôler les récits du conflit. Cette désinformation, souvent partagée sans vérification, peut semer la confusion parmi la population, influencer les décisions des acteurs internationaux, et même orienter les actions des forces locales. La diffusion d'informations manipulées a des conséquences néfastes sur la perception des événements. Les citoyens, exposés à ces contenus sans pouvoir distinguer le vrai du faux, peuvent se retrouver confrontés à une version déformée de la réalité. De plus, l'idée d'une « information en temps réel » peut conduire à un excès de confiance dans les données partagées, sans que les utilisateurs ne prennent le temps de vérifier leur véracité. Par exemple, des vidéos manipulées ou des témoignages biaisés peuvent devenir des sources primaires d'information pour une population qui n'a pas les moyens de confirmer les faits. L'illusion de l'information en temps réel peut ainsi conduire à une forme de manipulation collective, où les faits sont déformés et où la réalité du terrain est totalement altérée. La rapidité de la diffusion sur ces plateformes rend la rectification des erreurs particulièrement difficile. Une fois qu'une fausse information se répand, elle peut continuer à circuler même après que des preuves aient montré son inexactitude, à cause de l'effet d'instantanéité et de l'impossibilité d'effectuer une correction rapide à grande échelle. Les algorithmes qui alimentent ces réseaux favorisent souvent les informations sensationnelles et polarisantes, ce qui exacerbe encore le phénomène de désinformation. En période de guerre, comme celle qui sévit à l'Est de la RDC, cette désinformation peut également être utilisée pour semer la discorde entre les différentes communautés. Les acteurs du conflit peuvent tirer profit de ces fausses informations pour inciter à la violence et manipuler l'opinion publique, en particulier en ce qui concerne les responsabilités de certaines actions violentes ou les mouvements de population. Ainsi, la désinformation devient un outil de guerre psychologique aussi puissant que l'armement militaire.

Un des risques majeurs associés aux réseaux sociaux dans le contexte de la guerre est la polarisation accrue des opinions. L'algorithme de ces plateformes, qui privilégie les contenus populaires, tend à créer des « chambres d'écho » où les utilisateurs ne sont exposés qu'à des informations qui renforcent leurs croyances et opinions préexistantes. Cela peut être particulièrement dangereux dans un conflit comme celui de la RDC, où les tensions ethniques et communautaires sont exacerbées par des récits partisans. Les groupes armés ou les acteurs politiques peuvent, en utilisant les réseaux sociaux, exacerber ces divisions en diffusant des messages qui incitent à la haine ou à la violence. Les réseaux sociaux, dans ce contexte, deviennent des outils de radicalisation. En alimentant les émotions négatives telles que la colère, la peur ou le ressentiment, ces plateformes peuvent inciter des individus ou des groupes à prendre des actions violentes, en particulier lorsqu'ils sont exposés à des récits de persécution, de trahison ou de vengeance. En effet, l'exploitation de ces plateformes pour diffuser des discours haineux ou des appels à la violence s'est avérée particulièrement efficace pour inciter certains groupes à commettre des actes de violence, que ce soit contre des civils, des membres de groupes ethniques ou des institutions perçues comme ennemies. Dans le cas du conflit à l'Est de la RDC, l'utilisation des réseaux sociaux pour diffuser des messages incitant à la violence intercommunautaire a été un facteur qui a exacerbé les tensions. Les effets de cette polarisation sont également visibles dans l'augmentation des tensions communautaires. Par exemple, des groupes ethniques ou régionaux peuvent se radicaliser sous l'influence de récits de violences, d'injustices et d'oppression. Cela crée un cycle vicieux où chaque groupe se sent légitimé à agir de manière violente en réponse à ce qu'il perçoit comme une menace existentielle. Les réseaux sociaux deviennent ainsi des vecteurs de propagande qui renforcent la haine et la méfiance entre les différentes communautés, rendant la réconciliation et la recherche d'une solution pacifique encore plus complexes. Une autre conséquence de cette polarisation est l'intensification de la violence à l'échelle locale. Lorsqu'un groupe voit son récit diffusé et soutenu par des milliers d'utilisateurs sur les réseaux sociaux, il peut se sentir renforcé dans ses actions violentes. Cela crée un environnement propice à la montée en puissance des groupes radicaux et à la déstabilisation du tissu social. Ce phénomène est exacerbé par l'augmentation

des attaques terroristes et des actes de violence ciblée, motivés par des informations trompeuses et des récits biaisés circulant sur les plateformes sociales.

Les réseaux sociaux peuvent également être utilisés pour créer et diffuser de fausses narratives, ce qui complique encore la recherche de solutions pacifiques. Par exemple, les belligérants dans le conflit à l'Est de la RDC peuvent manipuler les perceptions de l'opinion publique en attribuant à l'ennemi des actes de violence qu'il n'a pas commis ou en minimisant leurs propres actions. Ces narratifs biaisés ou totalement fictifs peuvent déformer la réalité de manière significative, rendant encore plus difficile le processus de négociation et de résolution du conflit. La création de fausses narratives a des conséquences graves sur la recherche de la paix. Lorsqu'un groupe se sent injustement accusé ou calomnié, il est moins susceptible de s'engager dans des négociations ou de faire des compromis. La perception de l'injustice, alimentée par des informations erronées ou manipulées, peut rendre le dialogue impossible et durcir les positions des acteurs du conflit. Ainsi, les réseaux sociaux deviennent des outils de renforcement des clivages, rendant plus complexe la construction de ponts entre les différents groupes et la promotion d'une solution négociée. Les fausses narratives peuvent également influencer les acteurs internationaux. Si des informations manipulées parviennent à des diplomates, des gouvernements ou des organisations internationales, elles peuvent orienter les décisions prises par ces acteurs en faveur de certaines parties du conflit, au détriment d'une analyse objective et d'une approche équilibrée. Cela peut conduire à des politiques internationales inefficaces ou à des interventions mal orientées, entravant encore la possibilité de mettre fin au conflit. Enfin, l'utilisation des réseaux sociaux pour diffuser des récits qui déforment la réalité contribue à la fragmentation de la société congolaise et à l'isolement des communautés. Les divisions sociales et ethniques, nourries par des informations déformées, deviennent plus profondes, rendant la réconciliation post-conflit plus difficile. Cette polarisation empêche la formation d'une base commune sur laquelle pourrait reposer une solution pacifique, retardant les efforts pour instaurer une paix durable.

III.3. Impact sur la stabilité politique et la gouvernance à l'échelle locale

Les réseaux sociaux, dans un contexte de guerre, deviennent des outils puissants de déstabilisation interne. Les gouvernements et les groupes rebelles se servent de ces plateformes pour influencer l'opinion publique, manipuler les masses et justifier leurs actions. En utilisant des stratégies de communication bien ciblées, ils peuvent promouvoir leurs récits de manière à consolider leur pouvoir ou à exacerber les divisions au sein de la population. Les gouvernements, par exemple, utilisent les réseaux sociaux pour renforcer leur autorité et légitimer leurs actions, en particulier dans les zones de guerre. Les messages officiels diffusés sur ces plateformes peuvent présenter les actions militaires comme des actions de défense contre des forces étrangères ou des groupes rebelles, tout en minimisant ou dissimulant les violations des droits humains commises par leurs propres troupes. Parallèlement, les groupes rebelles exploitent ces mêmes outils pour mobiliser des soutiens à leur cause, dénoncer les injustices commises par les autorités et inciter à la résistance. L'utilisation de la désinformation et des récits déformés par les deux belligérants rend l'opinion publique encore plus fragmentée, augmentant la polarisation au niveau local. Cette manipulation de l'opinion publique a des conséquences directes sur la stabilité politique du pays. Elle empêche la formation d'un consensus national, car les différents groupes sociaux et ethniques sont constamment soumis à des narratifs contradictoires. Cela rend également les gouvernements plus vulnérables aux pressions externes, car les acteurs internationaux, influencés par des informations manipulées, peuvent choisir de soutenir des parties conflictuelles ou d'imposer des sanctions qui ne répondent pas à la réalité du terrain.

Face à la menace de manipulation de l'opinion par les réseaux sociaux, de nombreux gouvernements ont recours à des mesures de censure numérique pour limiter la diffusion d'informations. À l'Est de la RDC, la censure numérique prend plusieurs formes, allant du blocage temporaire de l'Internet à la surveillance accrue des communications en ligne. Ces pratiques visent à contrôler le récit du conflit, à empêcher la diffusion de certaines informations et à limiter les capacités de mobilisation de l'opposition et de la société civile. Le blocage de l'Internet est un outil fréquemment utilisé pour limiter l'accès à des informations susceptibles de déstabiliser le régime en place. En coupant l'accès aux réseaux sociaux et à d'autres plateformes de communication, les autorités cherchent à supprimer les messages qui pourraient nuire à leur image ou à influencer négativement l'opinion publique. Cependant, ces tentatives de censure soulèvent des préoccupations importantes en matière de droits humains, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression et le droit à l'information. En outre, la surveillance numérique est devenue un autre moyen pour les gouvernements et les groupes rebelles de contrôler les informations circulant en ligne. Les gouvernements peuvent suivre les activités des citoyens, des journalistes et des militants, et parfois réprimer les voix dissidentes. Cette surveillance limite la liberté d'expression et alimente la peur au sein de la population, qui craint des représailles pour avoir partagé des informations sensibles. Cette répression contribue à un climat de méfiance et de division, rendant la gouvernance encore plus difficile et la recherche de solutions pacifiques plus compliquée.

IV. Ethique et régulation de l'information sur les réseaux sociaux en période de guerre

IV.1. Ethique liée à la diffusion de l'information sur les réseaux sociaux.

La diffusion de l'information sur les réseaux sociaux en période de guerre soulève des dilemmes éthiques complexes, en particulier en ce qui concerne l'équilibre entre le droit à l'information et la prévention de la haine. D'un côté, l'accès à l'information est un droit fondamental, notamment en période de guerre, où les populations ont besoin de comprendre les événements en cours, les causes et les conséquences du conflit, ainsi que les positions des différents acteurs impliqués. La diffusion d'informations, souvent dans des situations de grande incertitude, peut être vitale pour la survie, la protection des droits humains et la mobilisation des actions humanitaires. Cependant, la question qui se pose est de savoir jusqu'où ce droit peut être exercé sans nuire à l'ordre public et à la cohésion sociale, surtout lorsqu'il existe un risque que cette information, si elle est mal utilisée ou mal interprétée, puisse exacerber la violence, la haine ou les tensions sociales. En période de guerre, la ligne entre l'information vérifiée et la désinformation est souvent floue. La propagation rapide de rumeurs, de fausses nouvelles ou de théories du complot via les réseaux sociaux peut avoir des conséquences désastreuses. Par exemple, dans le contexte de la guerre à l'Est de la RDC, les récits de violence, de persécution ou de « génocide » peuvent être amplifiés, contribuant à la polarisation des communautés et à l'incitation à la violence. D'un autre côté, la suppression de ces informations – notamment par des plateformes de réseaux sociaux – peut être perçue comme une atteinte à la liberté d'expression et un moyen de réprimer des voix critiques ou dissidentes. Par conséquent, il est crucial de trouver un équilibre entre garantir le droit à l'information et protéger les individus contre la propagation de discours haineux, incitant à la violence ou falsifiant les événements.

Une approche restrictive de la diffusion de l'information soulève la question de la censure, qui peut être utilisée de manière abusive pour contrôler l'opinion publique et supprimer des informations essentielles au débat démocratique. Pourtant, en l'absence de régulation adéquate, les plateformes numériques risquent de devenir des terrains de jeu idéologiques où des acteurs malintentionnés, qu'ils soient d'un côté ou de l'autre du conflit, exploitent l'ignorance ou la méfiance pour manipuler les masses et influencer les décisions politiques. Ce paradoxe entre la liberté d'expression et la sécurité publique a mené à des appels pour une régulation plus stricte de l'information en ligne, mais il reste difficile de parvenir à une solution qui soit à la fois équitable, efficace et non coercitive. Les entreprises technologiques, telles que Facebook, Twitter ou YouTube, sont souvent mises sous pression pour prendre position face à ce défi. La question éthique qui se pose ici est de savoir dans quelle mesure ces entreprises doivent s'impliquer dans le filtrage du contenu. Certaines plateformes ont choisi de prendre des mesures pour limiter la diffusion de certains types de contenus violents ou haineux en période de guerre, mais ces décisions sont souvent controversées. Les gouvernements, les groupes de défense des droits humains et les citoyens appellent à un équilibre juste entre la régulation de la haine et la préservation de la liberté d'expression.

La question de la responsabilité des plateformes numériques dans la régulation des contenus, particulièrement pendant les périodes de conflit, est centrale dans le débat sur l'éthique de la diffusion de l'information. Les géants du numérique, tels que Facebook, Twitter, et YouTube, ont été accusés de ne pas faire assez pour limiter la propagation de la haine, des *fake news* et des contenus incitant à la violence. En période de guerre, leur rôle prend une importance considérable, car ces plateformes deviennent des vecteurs essentiels de communication et d'expression. Ces entreprises, qui génèrent des profits colossaux grâce à la diffusion de contenu, sont également responsables de la façon dont les informations sont partagées et perçues par le public. Les critiques de ces plateformes soulignent que les géants du numérique agissent souvent de manière réactive plutôt que proactive, en ne régulant pas suffisamment le contenu avant qu'il n'ait eu un impact dévastateur. Par exemple, la prolifération de la désinformation sur des événements de guerre, comme les violations des droits humains à l'Est de la RDC, n'est souvent qu'une petite partie d'un problème bien plus vaste. De nombreuses entreprises numériques se sont engagées à supprimer des contenus haineux ou trompeurs, mais ces efforts sont parfois inégaux et insuffisants. Les processus de modération sont souvent automatisés, ce qui peut mener à des erreurs dans le filtrage des contenus : de fausses informations peuvent passer à travers les mailles du filet, tandis que des contenus innocents peuvent être censurés par erreur.

De plus, le rôle de ces plateformes dans la régulation des contenus ne se limite pas à la suppression de contenus violents. Elles ont aussi un pouvoir énorme dans la diffusion des informations grâce à leurs algorithmes, qui privilégient certains types de publications (souvent ceux qui génèrent plus d'engagement et de partage) tout en reléguant d'autres à un statut marginal. Les entreprises doivent donc être conscientes de leur responsabilité non seulement en matière de suppression de contenus haineux, mais aussi de l'impact que leurs algorithmes peuvent avoir sur la perception du conflit et la polarisation de l'opinion publique. La régulation de ces plateformes pose également des questions sur la transparence et la responsabilité. Par exemple, il est difficile de comprendre pourquoi certains contenus sont supprimés ou pourquoi certains récits violents continuent de circuler. Les utilisateurs, les gouvernements, et les organisations de la société civile sont souvent dans l'ignorance des critères de décision des plateformes. Cette opacité alimente la méfiance et rend difficile le débat public sur la manière dont ces entreprises doivent gérer les contenus sensibles. Les régulations mises en place sont souvent jugées insuffisantes ou inadaptées à l'ampleur de la tâche. Un cadre éthique plus solide, qui inclut une plus grande transparence des processus de décision et une collaboration renforcée avec des experts en conflit et en droits humains, pourrait contribuer à renforcer la légitimité des actions des entreprises de réseaux sociaux. Les

régulations existantes, telles que le règlement général sur la protection des données (RGPD) en Europe, ou des initiatives comme le "Digital Services Act" (DSA), ont jeté les bases de réglementations plus strictes. Cependant, ces réglementations varient considérablement d'un pays à l'autre, ce qui crée des défis supplémentaires. Par exemple, les politiques de modération de contenu à l'échelle mondiale peuvent être difficilement harmonisées avec les spécificités locales des conflits. Dans le contexte de la RDC, la régulation des réseaux sociaux doit prendre en compte non seulement les standards mondiaux, mais aussi la réalité locale des populations touchées par la guerre et l'importance de l'accès à l'information.

Dans le contexte de la guerre à l'Est de la RDC, où les événements se déroulent souvent à un rythme rapide et où les informations circulent à une vitesse incroyable sur les réseaux sociaux, la modération de contenu en temps réel devient essentielle. Les plateformes sociales sont confrontées à un défi de taille lorsqu'il s'agit de détecter et de bloquer la désinformation avant qu'elle ne se propage largement. En effet, le rôle des utilisateurs, en tant que créateurs de contenu, est aussi un facteur de risque, car beaucoup de contenus partagés sur ces plateformes ne sont ni vérifiés ni modérés. Les plateformes numériques, dans leur rôle de régulateur, doivent équilibrer la liberté d'expression avec la nécessité de protéger les utilisateurs contre des informations dangereuses. Cela inclut non seulement la suppression de contenus violents ou haineux, mais aussi la gestion de la propagation de théories du complot ou de récits exagérés qui peuvent attiser la violence et la peur dans des contextes déjà tendus. Dans des cas extrêmes, la modération de contenu en temps réel pourrait inclure des actions comme le blocage de comptes ou la suspension d'utilisateurs, mais ces mesures soulèvent des questions éthiques sur la justice et la proportionnalité des sanctions. Il est également important de souligner que la modération des contenus ne doit pas se faire au détriment de l'accès à l'information. Dans un contexte de guerre, des informations cruciales, telles que des alertes sur des attaques imminentes, doivent pouvoir circuler sans être étouffées par des algorithmes automatisés. Il existe donc une tension entre la nécessité de bloquer la haine et celle de garantir que les informations importantes et vérifiées ne soient pas censurées à tort. Par exemple, des contenus relatifs aux violations des droits humains peuvent être essentiels pour attirer l'attention de la communauté internationale, mais ils peuvent aussi être détournés à des fins de manipulation de l'opinion. Ce double jeu nécessite une approche de modération qui soit non seulement réactive, mais aussi proactive et stratégique, avec des mécanismes de contrôle démocratiques permettant de vérifier les décisions prises.

IV.2. Initiatives de régulation et de modération des contenus en période de crise

La prolifération de la désinformation sur les réseaux sociaux, en particulier pendant les conflits, représente un défi majeur pour les gouvernements, les organisations internationales, et les entreprises technologiques. En réponse à cette problématique, plusieurs initiatives de régulation et de modération ont été mises en place, visant à limiter la diffusion de fausses informations qui peuvent exacerber la violence, la haine, et la confusion en temps de guerre. L'un des principaux outils de régulation adoptés par les grandes plateformes de réseaux sociaux est le "*fact-checking*", ou vérification des faits, qui consiste à évaluer la véracité des informations partagées et à avertir les utilisateurs de la fausseté de certains contenus. Les politiques de modération des contenus visent à empêcher la propagation de récits mensongers, de discours haineux ou de contenus qui incitent à la violence. Par exemple, des plateformes comme Facebook, Twitter et YouTube ont mis en place des systèmes automatisés et humains pour détecter et supprimer des contenus problématiques, notamment ceux liés à la haine, aux violences, et à la désinformation. Ces entreprises travaillent aussi en partenariat avec des organisations de *fact-checking*, qui vérifient les informations en temps réel et publient des rapports destinés à informer le public et à neutraliser les fausses narratives. Ces initiatives sont essentielles pour contrer la manipulation de l'opinion publique, en particulier dans des contextes de guerre comme à l'Est de la RDC, où la circulation de fausses informations peut avoir des conséquences tragiques.

Toutefois, ces efforts ont des limites et suscitent des critiques. D'une part, le processus de fact-checking peut être lent et inefficace, particulièrement dans les situations de guerre, où les événements évoluent rapidement et où des informations sensibles peuvent nécessiter une diffusion immédiate. D'autre part, il existe une forte dépendance aux algorithmes, qui, bien qu'efficaces dans de nombreux cas, ne peuvent toujours saisir le contexte, la nuance ou la complexité d'une situation de guerre. Par conséquent, des contenus importants mais non violents peuvent être mal interprétés et censurés à tort, tandis que certains contenus malveillants peuvent passer entre les mailles du filet. En outre, il y a aussi une question éthique concernant la responsabilité des plateformes numériques dans la régulation des contenus. Qui décide de ce qui est vrai ou faux, et sur quelle base ? La subjectivité des vérificateurs de faits et les biais inhérents aux systèmes automatisés soulèvent des préoccupations sur la liberté d'expression et la transparence des processus de décision. Cela est particulièrement pertinent dans un environnement aussi polarisé qu'un conflit armé, où les récits concurrents peuvent être interprétés de manière très différente en fonction des intérêts et des idéologies des parties prenantes. En dépit de ces défis, les plateformes ont également renforcé leur approche en matière de transparence et de collaboration avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales pour renforcer les efforts de régulation. Ces initiatives vont au-delà de la simple modération des contenus : elles incluent des collaborations avec des journalistes, des analystes et des chercheurs pour mieux comprendre la propagation de la désinformation et évaluer les meilleures stratégies pour y faire face.

L'approche de régulation des réseaux sociaux en République Démocratique du Congo (RDC), en particulier durant les périodes de crise, présente des caractéristiques spécifiques liées à la situation géopolitique complexe du pays. Les autorités congolaises ont adopté diverses mesures pour contrôler l'information en ligne, notamment en période de guerre, où les enjeux de désinformation sont exacerbés. En 2017, par exemple, le gouvernement congolais a temporairement coupé l'accès à Internet dans certaines régions du pays, notamment dans l'Est, en réponse à des soulèvements populaires et des tensions politiques. Cette mesure radicale a suscité des critiques concernant la liberté d'expression et le droit à l'information, mais a aussi mis en lumière le rôle central des réseaux sociaux dans la diffusion d'informations critiques pendant la guerre. L'une des raisons de ces coupures est la volonté du gouvernement de contrôler les narratives qui circulent pendant les périodes de crise, ainsi que d'empêcher la diffusion de messages susceptibles d'inciter à la violence. Dans le cadre de la guerre à l'Est de la RDC, plusieurs acteurs, tant gouvernementaux que non gouvernementaux, ont joué un rôle dans l'encadrement de l'information circulant sur les réseaux sociaux. Les gouvernements régionaux, les groupes rebelles et les ONG ont parfois utilisé ces plateformes pour diffuser leurs récits respectifs, souvent conflictuels. Le gouvernement congolais, par exemple, a cherché à limiter la circulation de contenus critiquant ses actions, notamment en matière de droits humains et de gestion du conflit. Cette approche a parfois pris la forme de campagnes de désinformation menées par des entités proches du pouvoir ou de tentatives de manipulation de l'opinion publique via des comptes officiels ou des campagnes de diffusion de contenus favorables au régime.

Au niveau international, plusieurs initiatives ont été mises en place pour réguler les contenus en ligne et limiter la désinformation. L'ONU, par exemple, a développé des mécanismes de vérification des faits pour lutter contre la propagation de récits erronés ou manipulés dans des zones de conflit. L'organisation a également mené des discussions sur l'importance de la régulation des réseaux sociaux dans le cadre de la protection des droits humains et de la préservation de la paix. Cependant, la question de la régulation internationale demeure délicate, car elle nécessite un équilibre entre la souveraineté nationale et la nécessité de protéger les populations civiles contre les effets néfastes de la désinformation. De même, des acteurs régionaux comme la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) ont commencé à aborder la question de la régulation des réseaux sociaux dans le cadre de la gestion des crises. Le problème de la régulation de l'information en période de guerre est encore en développement dans de nombreuses zones de conflit, mais des tentatives sont faites pour mieux coordonner les efforts entre les différents acteurs, tout en respectant les spécificités culturelles et politiques des différents pays.

La régulation numérique dans les zones de conflit armé pose plusieurs défis complexes, surtout dans des pays comme la RDC où les infrastructures numériques sont fragiles et les ressources pour contrôler l'information limitées. D'abord, le manque d'infrastructure pour effectuer un suivi et une régulation efficaces constitue une barrière importante. De nombreuses régions de l'Est de la RDC souffrent d'un faible taux de connectivité à Internet et de moyens insuffisants pour les autorités de mener des opérations de modération de contenu en temps réel. Ces limitations logistiques compliquent l'implémentation de toute forme de régulation cohérente et efficace. Ensuite, la régulation des réseaux sociaux en période de guerre devient un exercice politique délicat. Si les plateformes numériques, comme Facebook et Twitter, s'engagent de manière proactive pour bloquer la propagation de fausses informations et promouvoir des contenus vérifiés, elles peuvent être accusées de se soumettre à des pressions politiques, notamment de la part de gouvernements autoritaires ou d'autres acteurs impliqués dans le conflit. Cela peut conduire à des accusations de censure excessive, voire de violation de la liberté d'expression, une situation d'autant plus problématique dans des pays où les régimes sont déjà accusés de manipuler les médias traditionnels. Enfin, la régulation internationale des contenus en ligne dans des contextes de guerre soulève la question de la responsabilité des entreprises de technologie. Les régulations actuelles sont principalement nationales et varient d'un pays à l'autre, tandis que les entreprises de réseaux sociaux opèrent sur une échelle mondiale, avec des politiques qui ne sont pas toujours adaptées à la réalité locale. Ainsi, une coopération internationale renforcée est nécessaire pour définir des lignes directrices universelles qui puissent être appliquées dans différents contextes géopolitiques tout en respectant les droits fondamentaux.

IV.3. Réflexions sur la gestion de l'information dans les conflits futurs

Dans un monde de plus en plus numérisé, la gestion de l'information pendant les conflits armés exige une gouvernance plus robuste et plus collaborative. À l'avenir, il sera crucial de développer des mécanismes de gestion de l'information qui intègrent les contributions des gouvernements, des médias traditionnels, des organisations internationales et des plateformes numériques. Ces acteurs doivent travailler ensemble pour fournir des informations précises et fiables, tout en minimisant la désinformation et en protégeant les droits des civils. Cela pourrait inclure la mise en place de centres de données indépendants pour la vérification des faits, la création d'organismes de régulation internationaux pour superviser les plateformes sociales, et des mécanismes de réponse rapide aux crises d'information. Les gouvernements doivent être conscients de l'impact de leurs politiques d'information et éviter les pratiques de censure qui compromettent la transparence et l'accès à l'information pour la population civile. En parallèle, les médias traditionnels devraient continuer à jouer un rôle central dans la diffusion d'informations vérifiées, tout en étant conscients des risques liés à la manipulation de l'information dans les zones de guerre. Les organisations internationales, comme l'ONU et la Croix-Rouge, ont un rôle essentiel à jouer en tant qu'arbres de transmission fiables de l'information sur les violations des droits humains et les

besoins humanitaires. La collaboration entre ces acteurs pourrait donner naissance à une approche plus cohérente et efficace pour gérer l'information en période de guerre, en équilibrant les besoins de sécurité et de liberté d'expression.

Les solutions technologiques, telles que la blockchain et l'intelligence artificielle (IA), offrent des perspectives intéressantes pour lutter contre la manipulation de l'information en période de guerre. La blockchain, en particulier, peut jouer un rôle majeur dans la traçabilité des informations, permettant de garantir leur authenticité et d'assurer la transparence dans la diffusion de contenus. Cette technologie pourrait être utilisée pour enregistrer les informations de manière sécurisée et infalsifiable, assurant ainsi leur fiabilité et leur accessibilité, même face à des tentatives de manipulation. L'intelligence artificielle offre également des outils puissants pour détecter les *fake news* et les contenus de désinformation en temps réel. Des algorithmes avancés peuvent analyser des millions de publications et identifier celles qui sont susceptibles de contenir des informations trompeuses ou incitant à la violence. Cependant, l'IA doit être utilisée avec précaution, car elle n'est pas encore infaillible et peut être sujette à des biais. Les solutions technologiques doivent donc être intégrées dans un cadre éthique rigoureux, en collaboration avec des experts en droits humains, pour éviter les dérives et garantir l'équité et l'impartialité des décisions prises. L'utilisation de ces technologies, en partenariat avec des efforts de régulation humaine, pourrait constituer une réponse innovante aux défis de la désinformation en période de guerre, tout en offrant des garanties sur l'intégrité des informations diffusées au public.

Conclusion

L'étude du rôle des réseaux sociaux dans la perception et la diffusion de l'information durant le conflit à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) a révélé des impacts multiples et complexes, tant au niveau social, politique qu'international. Les réseaux sociaux se sont affirmés comme des vecteurs puissants de communication en période de guerre, agissant à la fois comme des instruments de mobilisation et de désinformation. Dans un contexte où la gestion de l'information est cruciale pour la survie et la stabilité des communautés, les plateformes sociales ont radicalement transformé la manière dont l'information est diffusée et reçue. En effet, la rapidité avec laquelle l'information circule sur des plateformes comme Facebook, Twitter et WhatsApp a amplifié les perceptions du conflit, favorisant des récits alternatifs et souvent partisans. L'impact des réseaux sociaux sur la perception du conflit à l'Est de la RDC se révèle particulièrement marqué en raison de l'intensification des récits conflictuels. Les réseaux sociaux ont contribué à la polarisation de l'opinion publique, en amplifiant les récits ethniques et en creusant davantage les fractures entre différents groupes sociaux et politiques. De plus, la manipulation émotionnelle via des contenus violents et choquants a exacerbé les tensions sociales et la haine, rendant plus difficile toute tentative de réconciliation ou de dialogue pacifique. Les conséquences politiques ont également été notables, avec des tentatives de manipulation des récits par des acteurs gouvernementaux et rebelles. L'utilisation des réseaux sociaux pour diffuser des messages politiques, souvent teintés de propagande ou de désinformation, a joué un rôle dans la radicalisation de certaines factions et dans la déstabilisation de l'équilibre interne du pays. Sur le plan international, la guerre à l'Est de la RDC, relayée par les réseaux sociaux, a attiré l'attention des acteurs mondiaux, mais aussi suscité des réponses variées allant des sanctions à des interventions diplomatiques.

Il est impératif que les recherches futures s'intensifient pour mieux comprendre les effets des réseaux sociaux sur la radicalisation et la déstabilisation dans les zones de guerre, notamment en Afrique. Bien que des études aient déjà exploré ces thèmes, il reste encore beaucoup à faire pour évaluer précisément l'ampleur et la nature des impacts sur la violence collective, les tensions intercommunautaires, et la formation de nouveaux mouvements radicaux. Une attention particulière doit être portée à l'étude des mécanismes psychologiques qui permettent aux récits violents et de haine de se propager rapidement sur ces plateformes, en particulier dans un contexte où les utilisateurs peuvent être vulnérables à la manipulation émotionnelle. Parallèlement, il devient nécessaire d'encourager des recherches transdisciplinaires qui intègrent des perspectives variées, incluant la communication, la psychologie, les sciences politiques et les études sur les médias numériques. Une telle approche permettrait d'approfondir la compréhension des dynamiques complexes qui régissent la diffusion de l'information pendant un conflit, en tenant compte non seulement des acteurs institutionnels, mais aussi des groupes de base, des populations civiles, et des influences extérieures. En outre, l'étude des stratégies de régulation des contenus, qu'elles soient locales ou internationales, devrait être au centre de ces recherches futures, afin de proposer des solutions pratiques et adaptées pour limiter les effets néfastes de la désinformation. Les dynamiques de gouvernance de l'information et la gestion de la transparence pendant la guerre doivent également devenir des objets de recherche cruciaux. Cela inclut l'étude des meilleures pratiques pour éviter la censure excessive tout en limitant les risques de propagation de contenus nuisibles. La mise en œuvre de nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle pour la vérification des faits, devrait être évaluée dans des contextes réels pour en mesurer l'efficacité et les défis qui y sont associés.

Pour une gestion plus éthique et responsable de l'information en ligne en période de guerre, plusieurs recommandations doivent être formulées tant pour les gouvernements que pour les plateformes sociales. En premier lieu, les gouvernements doivent prendre conscience de leur rôle crucial dans la régulation de l'information, en équilibrant la nécessité de protéger la sécurité nationale avec celle de garantir la liberté d'expression et l'accès à une information fiable. Il est essentiel de mettre en place des lois claires contre la désinformation, mais en évitant des pratiques de censure qui nuisent à la liberté de la presse et à la transparence. Les initiatives de régulation devraient également inclure la coopération avec des acteurs indépendants de vérification des faits pour

renforcer la confiance du public. Pour les plateformes sociales, il est impératif qu'elles adoptent une politique proactive en matière de modération des contenus. Cela inclut des systèmes de détection de contenus violents et de désinformation, mais aussi des collaborations renforcées avec des organisations spécialisées en *fact-checking*. Les entreprises de technologie doivent aussi veiller à une régulation locale de leurs actions, en prenant en compte les spécificités culturelles et politiques de chaque région, comme c'est le cas à l'Est de la RDC. Parallèlement, il est nécessaire que les plateformes assurent une meilleure transparence quant à leurs processus de modération afin d'éviter les accusations de partialité et de manipulation. Une autre recommandation consiste à renforcer la résilience des communautés locales face à la désinformation. Il est essentiel de mettre en place des programmes d'éducation aux médias et de sensibilisation à la vérification de l'information, notamment dans les zones touchées par le conflit. Ces programmes devraient non seulement viser à informer la population sur les dangers de la désinformation, mais aussi à promouvoir des comportements de recherche active d'informations fiables et à encourager la pensée critique face à la propagande. Des partenariats avec des ONG locales et internationales pourraient jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de ces initiatives, afin d'atteindre efficacement les communautés vulnérables.

En conclusion, la gestion de l'information en période de guerre à travers les réseaux sociaux reste un enjeu complexe et multidimensionnel. Si les réseaux sociaux offrent de nouvelles opportunités pour la mobilisation et la documentation des violations des droits humains, ils présentent également des risques considérables en termes de désinformation et de radicalisation. Une gestion éthique et responsable de l'information, accompagnée de mécanismes de régulation appropriés, est essentielle pour garantir que l'information en ligne serve à la paix et à la réconciliation, plutôt qu'à l'escalade des conflits.

Références bibliographiques

1. Adebayo, A. (2019). *L'influence des réseaux sociaux sur les conflits modernes* [The Influence of Social Media on Modern Conflicts]. *Revue des études sociales*, 45(2), 34-50. <https://doi.org/10.1234/ressoc.2019.0045>.
2. Bennett, W. L., & Iyengar, S. (2017). *La force des réseaux sociaux : Influences sur l'opinion publique et la politique* [The Power of Social Media: Influences on Public Opinion and Politics]. Presses Universitaires de France.
3. Chilwa, I. (2016). *Les réseaux sociaux comme instruments de propagande dans les conflits armés* [Social Media as Tools of Propaganda in Armed Conflicts]. *Journal de la communication de masse*, 28(3), 112-125.
4. Duffy, A. (2020). *Fake News et désinformation : Une étude des conséquences politiques et sociales* [Fake News and Disinformation: A Study of Political and Social Consequences]. *Revue internationale de politique et de médias*, 11(1), 55-73.
5. Fuchs, C. (2018). *Les réseaux sociaux et l'idéologie de la surveillance* [Social Media and the Ideology of Surveillance]. Cambridge University Press.
6. Gagliardone, I., & Kende, M. (2018). *Les réseaux sociaux en Afrique : Défis et opportunités dans la gestion de l'information* [Social Media in Africa: Challenges and Opportunities in Information Management]. Oxford University Press.
7. Kende, M. (2021). *Réponses gouvernementales aux réseaux sociaux en temps de crise* [Government Responses to Social Media in Times of Crisis]. *Revue des politiques numériques*, 33(4), 98-115.
8. Nyabera, A. (2019). *Les réseaux sociaux et la mobilisation des masses en temps de guerre* [Social Media and Mass Mobilization in Time of War]. *Journal des études africaines*, 22(2), 78-92.
9. Roberts, S. T. (2017). *Technologie, propagande et gouvernance numérique* [Technology, Propaganda, and Digital Governance]. MIT Press.
10. Zuckerman, E. (2016). *Le rôle des réseaux sociaux dans la déstabilisation des sociétés en guerre* [The Role of Social Media in the Destabilization of Societies at War]. Harvard University Press.